

ZIMBABWE QUAND LA FAIM DEVIENT UN OUTIL POLITIQUE

AMNESTY
INTERNATIONAL



*« JE NE PEUX PAS ACHETER DE MAÏS
SUBVENTIONNÉ PARCE QUE LES
CHEFS TRADITIONNELS ME
SOUPÇONNENT D'APPARTENIR AU
MDC [MOUVEMENT POUR LE
CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE].
LORSQUE J'EN AI PARLÉ À LA POLICE,
ELLE A REFUSÉ D'INTERVENIR. LE
CHEF DU VILLAGE A DIT QUE DES
RESPONSABLES DE LA ZANU-PF LUI
AVAIENT DONNÉ POUR INSTRUCTION
DE NE PAS AUTORISER LES
PARTISANS DE L'OPPOSITION À
ACHETER DU MAÏS SUBVENTIONNÉ
PAR LE GOUVERNEMENT. »*

Thami, Région du Matabeleland, février 2007

ZIMBABWE

QUAND LA FAIM DEVIENT UN OUTIL POLITIQUE

« **NOUS NE POUVONS PAS CONTINUER À NOURRIR L'ENNEMI CAR CE SONT DES TRAÎTRES.** »

Chef Fortune Charumbira, président du Conseil des chefs du Zimbabwe, janvier 2007

L'insécurité alimentaire au Zimbabwe a atteint des niveaux records. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), plus de deux millions de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire en septembre 2008, un chiffre qui devrait plus que doubler d'ici décembre.

Des milliers de paysans victimes des violences commises avec le soutien de l'État pendant les élections de 2008 ont vu leurs récoltes détruites, leur bétail tué et leurs greniers brûlés, autant de sanctions pour de ne pas avoir soutenu l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF), le parti du président Robert Mugabe. Nombre d'entre eux ont été blessés et ne peuvent plus travailler dans les champs. L'hyperinflation a également diminué la capacité de la plupart des familles urbaines à accéder au peu de nourriture disponible.

Lors des élections de 2008, le gouvernement a suspendu pendant douze semaines les opérations des organisations humanitaires sur le terrain, augmentant ainsi l'insécurité alimentaire. Des millions de personnes se sont trouvées dans l'impossibilité de bénéficier de l'aide alimentaire.

Le gouvernement a utilisé la nourriture comme un outil afin d'exiger la loyauté dans les zones rurales. Dans le cadre de sa stratégie pour conserver la base rurale qui le soutient au sein du ZANU-PF, il a donné pour consignes aux chefs traditionnels et aux militants du parti d'empêcher les personnes soupçonnées de soutenir l'opposition d'accéder au maïs subventionné ou d'urgence. Le gouvernement utilise le pouvoir qu'il détient sur les chefs traditionnels, qui contrôlent les processus de développement dans les villages, pour influencer le déroulement des opérations humanitaires. Les opposants au ZANU-PF sont ainsi exclus des distributions de vivres.

Des enfants ramassent des grains de maïs tombés
d'un camion dans le Matabeleland-Sud, 2008



AGISSEZ !

PRENEZ CONTACT AVEC L'AMBASSADEUR DU ZIMBABWE DANS VOTRE PAYS ET PRIEZ-LE INSTAMMENT DE FAIRE EN SORTE QUE :

- les autorités zimbabwéennes garantissent l'acheminement libre et sans entraves de l'aide humanitaire ;
- des enquêtes soient menées sur les accusations de distribution discriminatoire de la nourriture et que des mécanismes de contrôle, notamment un médiateur pour la nourriture, soient mis en place afin de veiller à une distribution équitable de la nourriture subventionnée et de l'aide alimentaire.

ÉCRIVEZ

Veillez écrire à l'ambassadeur du Zimbabwe dans votre pays. Si vous souhaitez de l'aide pour obtenir les coordonnées de l'ambassadeur, vous pouvez envoyer un message à aagnew@amnesty.org.

